

Vent de fronde contre les pesticides

La parole se libère dans la vallée maraîchère. 440 personnes ont assisté au débat organisé à Saint-Julien-de-Concelles, jeudi, par les Coquelicots et le Collectif de soutien aux victimes des pesticides.

Faut-il avoir peur des pesticides ?

Tel était le thème du débat, jeudi, au cœur de la vallée maraîchère, devant 440 participants. Du jamais vu de mémoire de Concellois.

Pendant trois heures et demie, il y a eu une succession d'interventions, de témoignages, d'échanges parfois énervés, mais pas agressifs. Sur la scène, Michel Besnard, président du Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest et président du mouvement local des Coquelicots, fait face à Philippe Retière, président de la Fédération des maraîchers nantais ; Mickaël Trichet, président départemental de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) ; Dominique Deniaud, membre de la Confédération paysanne.

« Un coup de pied dans la fourmière »

Michel Besnard défend une position ferme : « On veut l'interdiction des pesticides qui tuent les gens ; que le métam-sodium soit interdit, c'est très bien. L'arrêté anti-pesticides pris par Daniel Cueff, maire de Langouët, pour interdire tout traitement à moins de 150 m des maisons, on est pour, cela met un coup de pied dans la fourmière face à la FNSEA qui veut faire reculer le moment de l'interdiction. » Il précise : « On n'est pas dans l'agribashing, mais contre le modèle conventionnel qui fait disparaître les paysans. On pense, au contraire, qu'il en faudrait plus. »

Philippe Retière s'agace parfois des remarques ou des questions, mais il écoute sans broncher des agriculteurs victimes de cancers. Il est face à une remise en cause du modèle conventionnel, le vent de fronde souffle sur la vallée maraîchère où la parole se libère.

Les agriculteurs « premières victimes » des phytos

Le président du Collectif des victimes des pesticides indique : « Sur une centaine de personnes qui se sont adressées à nous, quatre-vingt-dix sont des paysans, beaucoup



440 participants au débat organisé par le mouvement des Coquelicots et le Collectif de soutien aux victimes des pesticides à Saint-Julien-de-Concelles : du jamais vu.

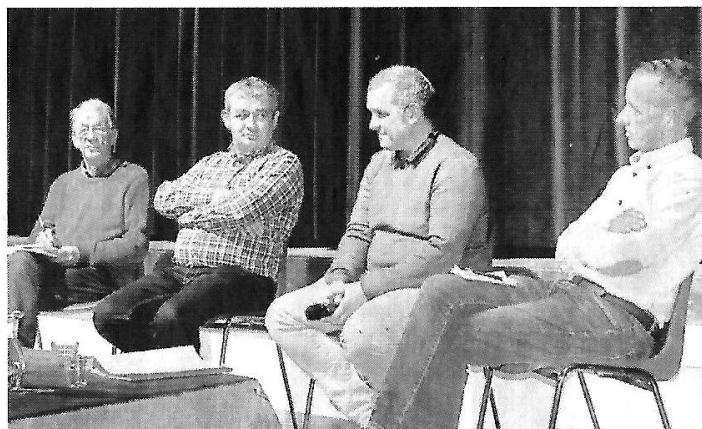
PHOTO : OUEST-FRANCE

atteints de la maladie de Parkinson ou de cancer, leucémie, lymphome, hémopathie, tumeurs cérébrales, myélomes... On affronte la MSA (Mutuelle sociale agricole) pour faire reconnaître leur mal en maladie professionnelle. »

Témoignages poignants

Comme celui d'Alice, fille et petite-fille de maraîchers : « Mon grand-père a eu la maladie de Parkinson, mon père a eu un cancer, mon frère est asthmatique. Je compte m'installer, en bio, plus tard, à Saint-Julien. Actuellement, je travaille dans une petite tenue maraîchère de 5 000 m², avec trois salariés. C'est sûr, on a mal au dos à la fin de la journée, mais on est épanoui et on gagne bien notre vie. »

Jean⁽¹⁾ raconte sa conversion au bio en 1995 : « Pendant vingt-cinq ans, ma femme m'a aidé à épandre des pesticides en plein champ. Un lymphome l'a emportée. Mon médecin m'a dit que c'est l'utilisation des phytos qui l'a rendue malade... Et puis, ça m'est tombé dessus. Ça fait cinq ans que je lutte contre un cancer de la prostate. Je ne voulais pas faire de pathos ce soir. Mais les pesticides, c'est dangereux, ça a écrabouillé ma vie. Je suis en lutte contre la FNSEA. Je veux faire reconnaître



De gauche à droite : Michel Besnard, président du Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest et président du mouvement local des Coquelicots ; Philippe Retière, Fédération des maraîchers nantais ; Mickaël Trichet, FNSEA ; Dominique Deniaud, Confédération paysanne.

PHOTO : OUEST-FRANCE

mon cancer comme maladie professionnelle. »

Pierre⁽¹⁾, « un applicateur », embraye : « J'ai épandu du Vapam sans protection, c'est à peu près l'équivalent du gaz moutarde. J'ai un cancer. Et vous osez dire qu'il n'y a pas de lien ! J'ai décidé de témoigner dans des écoles. Les nouvelles molécules sont encore pires que ça. De grâce, engageons-nous maintenant à changer. »

Anne⁽¹⁾ vit à Saint-Julien : « Autour de moi, il n'y a pas que des agriculteurs touchés par des cancers. Quand est-ce que le bio va arriver dans la vallée ? Avec la loi Egalim, il va y avoir 20 % de bio à trouver pour les cantines scolaires. Des débouchés existent. »

Robertte JOURDON.

(1) : prénoms changés.